Lidil

Revue de linguistique et de didactique des langues

44 | 2011

Langues, minor(is)ations et marginalisations

Propos introductifs

Stéphanie Clerc et Marielle Rispail

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lidil/3131>

DOI : 10.4000/lidil.3131

ISSN : 1960-6052

Éditeur

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2011

Pagination : 5-12

ISBN : 978-2-84310-212-7

ISSN : 1146-6480

Référence électronique

Stéphanie Clerc et Marielle Rispail, « Propos introductifs », *Lidil* [En ligne], 44 | 2011, mis en ligne le 15 juin 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lidil/3131> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lidil.3131>

Propos introductifs

Stéphanie Clerc et Marielle Rispaïl***

Discrimination, exclusion, ségrégation..., voilà des mots que les médias nous servent à loisir. Ce numéro de *Lidil* voudrait en explorer l'empan à travers quelques exemples particuliers, en postulant que ces discriminations, c'est-à-dire au sens propre ces « actions de distinguer l'un de l'autre deux objets » vont de plus en plus vers un sens dérivé, à savoir « fait de séparer un groupe social d'un autre en le traitant plus mal » (*Petit Robert*, 1997¹) et qu'elles s'appuient souvent sur des faits langagiers, à des niveaux individuels ou collectifs, rarement explicités dans les discours sociaux. C'est ainsi que la discrimination linguistique, opération de base qui « trie » les individus sur des bases linguistiques ou langagières, aboutit à des marginalisations (mises à la marge, de côté) par rapport à des usages dominants, voire à des « ségrégations ». Celles-ci supposent une séparation radicale, « absolue » dit le même dictionnaire, de non-retour, dont la forme ultime pourrait être l'exclusion, c'est-à-dire la mise à l'écart définitive du corps social par une partie de la communauté qui s'en est adjugé les rênes et les critères d'appartenance : « action d'exclure quelqu'un (en le chassant d'un endroit où il avait précédemment sa place, ou en le privant de certains droits) ».

Il nous appartient ici de voir en quoi la langue, ou les langues, ou les usages langagiers, sont utilisés pour justifier ce résultat, que ce soit par des locuteurs entre eux ou par des instances professionnelles, institutionnelles ou politiques. Cela passe par la création plus ou moins visible d'une hiérarchisation (minoration / majoration) entre des usages ou des formes

* Université de Provence.

** UJM et CELEC de St-Étienne, LIDILEM de Grenoble.

1. Le Robert électronique 2011 propose : « cour. Traitement inégal et défavorable appliqué à certaines personnes (notamment en raison de leur origine, de leur sexe, leur âge, leurs croyances religieuses...) » : on notera que les pratiques linguistiques et langagières ne sont jamais citées comme discriminantes, à moins qu'elles ne soient dans le « etc. ».

linguistiques : elle peut se faire de façon symbolique ou officielle et toucher des locuteurs individuels comme des communautés, à cause de leur façon de parler, d'écrire (ou de ne pas écrire), ou d'utiliser leur répertoire linguistique. On verra que cette évaluation doublée d'exclusion peut aussi provenir des locuteurs eux-mêmes, dans une sorte d'intégration d'un discours dominant, à visée protectrice et sécurisante.

Mais, avant d'aller plus loin dans notre réflexion, revenons sur la genèse des textes sélectionnés pour ce numéro, genèse à laquelle Louis-Jean Calvet fait allusion, en écho, dans sa postface. Ce numéro de *Lidil* inaugure une nouvelle série pour la revue, avec tous les espoirs et les risques que cela comporte. En effet, le comité de rédaction a souhaité offrir régulièrement un numéro « ouvert », qui trancherait avec les numéros thématiques, dans la mesure où il ne proposerait pas une problématique aboutie et construite en détail par les coordonnateurs, mais un champ de recherches à arpenter pour en présenter un état des lieux, des aspérités, des directions émergentes. Comme on vient de le dire, cette démarche n'est pas sans risque puisqu'elle ouvre la porte à l'hétérogénéité possible, qui n'est jamais loin du désordre au moins apparent, mais elle permettra sans doute de donner la parole (ou la plume) à des chercheurs qui ne se retrouvent pas dans des thématiques serrées et cadrées dans le détail.

Notre numéro a toutefois voulu éviter l'éparpillement entre des textes disjoints et qui n'auraient rien en commun. Cela explique la chronologie de notre démarche, que nous allons dérouler pour la rendre lisible, avant de présenter le questionnement auquel elle nous a conduites et de présenter les textes que nous avons finalement retenus. Ces explications nous semblent nécessaires, à la fois pour les lecteurs de la revue, pour les contributeurs et postulants qui n'ont peut-être pas toujours compris les raisons de nos choix, et les experts qui nous ont aidées à construire la cohérence de ce numéro par leur vision critique et éclairée des textes qui leur ont été soumis : merci à eux et elles pour ce travail long et parfois malaisé.

Le premier appel à contributions plaçait ce numéro sous la bannière de la sociolinguistique francophone et proposait d'en faire non pas un état des lieux, ce qui aurait été trop ambitieux pour un numéro de revue, mais de donner un aperçu des travaux actuels menés par des équipes ou chercheur-e-s isolé-e-s, même si c'était dans des directions différentes. Dans le domaine sociolinguistique, déjà vaste, a été choisi l'objet des « usages langagiers », c'est-à-dire les pratiques sociales langagières, individuelles ou collectives, qu'il s'agisse d'oral ou d'écrit. Cela nous éloignait d'un autre volet de la sociolinguistique, celui des politiques linguistiques, qui s'intéresse plus précisément aux phénomènes « macro »

des liens entre les langues et les sociétés où elles se rencontrent, même si les deux approches se rejoignent souvent dans leurs analyses. Citons quelques lignes de cet appel : il définissait la sociolinguistique

[...] comme l'étude du rapport des langues avec ceux et celles qui les parlent, ainsi que des langues entre elles, des enjeux qui sous-tendent ces rapports et de leurs implications sur divers terrains sociaux où s'engagent et s'impliquent les chercheurs,

et invitait à un « état des lieux » qui prenne en compte

les évolutions linguistiques, les dynamiques langagières, les éventuels conflits ou tensions, qui agitent la vie des langues dans le monde, à un niveau macro ou micro – de l'étude de cas aux questionnements de politique linguistique.

Il envisageait même

qu'une ou des thématiques émergent des articles [...] choisis et publiés, qui donner(aient) ainsi leur titre au numéro.

C'est ce qui est arrivé. À partir d'une invitation ouverte, le champ s'est spontanément restreint, au vu des résumés puis des articles reçus, dont une majorité traitait de phénomènes de rapports de forces entre langues, aboutissant à des effets de minoration ou de valorisation de langues, de locuteurs ou de pratiques, dans des études au grain plus ou moins fin, enracinées dans des lieux géographiques divers. Ces phénomènes récurrents, analysés de façons variées elles aussi, sont devenus le fil conducteur qui nous a permis de construire une réflexion commune, malgré des ancrages situationnels apparemment sans lien les uns avec les autres. Qu'on en juge : langues et pratiques de femmes maghrébines en France, réflexions diglossiques dans le contexte corse, inventions langagières de jeunes lycéens en Éthiopie, vitalité de la langue francique en Lorraine, etc. Hélas, dans ce mouvement centrifuge de thématisation et de mise en cohérence, certains articles, intéressants mais complètement hors champ, n'ont pu être retenus. Le numéro y a gagné en cohérence et les textes actuels se font écho, dans une double dynamique de réflexion conceptuelle et de contextualisation souvent complexe : à tel point que nous avons décidé de les présenter par ordre alphabétique de leurs auteurs, tant la moindre hiérarchisation des idées s'avérerait impossible.

L'édifice sociolinguistique peu à peu construit répond-il pour autant à un état des lieux de notre champ scientifique ? Non bien sûr, mais son unité thématique est remarquable pour des auteurs qui ont écrit sans

s'être concertés et sans avoir été sollicités – au point qu'on peut s'interroger sur les liens qui se tissent entre l'époque et les productions langagières, sociales et intellectuelles, qui disent cette époque. En d'autres termes, que nous disent de l'époque ces phénomènes divers de mise à l'écart par la ou les langues, ces exclusions, ces luttes pour parler sa langue, ces marginalisations langagières, etc. ? On peut se demander si des réflexions récentes ont eu raison de remiser, peut-être un peu tôt, le conflit des langues pour mettre le projecteur sur leurs contacts. Et surtout, on peut se demander si ce glissement n'a pas eu pour effet (ou pour but ?) de gommer les implications et enjeux politiques à l'œuvre dans ces mouvements sociaux que représentent les évolutions des langues dans le monde. Il semble, comme l'exprime avec vigueur un des auteurs, que la réflexion diglossique ait encore de beaux jours devant elle, si tant est qu'on parvienne à la redynamiser pour l'actualiser.

Au-delà de la portée scientifique que nous avons collectivement tenté de leur donner, la thématique générale et les contributions particulières qui composent ce 44^e numéro de *Lidil* ont ainsi, à nos yeux, une implication sociale et politique forte qui, de plus, entre en résonnance avec un débat qui s'amplifie dans divers coins du monde² : ils interrogent, en profondeur, la notion de discrimination, effleurée en début de ce texte. En effet, si l'on peut s'entendre sur l'idée que la pluralité des points de vue est un des signes fondateurs des « démocraties » (partons d'un point de vue relativement commun) que, peu ou prou, visent les sociétés actuelles, on pourrait en déduire que cela revient, entre autres, à assurer les possibilités d'expression variée à ses membres : ce qui implique nécessairement de faire place à la pluralité des pratiques langagières. On questionne alors l'effectivité d'une démocratie dans les communautés qui génèrent diverses formes d'exclusion sociolinguistique, qui ont pour conséquence la marginalisation – pour employer un mot intermédiaire, sur notre échelle esquissée ci-dessus – voire l'exclusion, sociale et linguistique, des locuteurs s'exprimant dans des formes linguistiques qui font l'objet de rejets, en paroles ou en actes. La discrimination linguistique, que Ph. Blanchet conceptualise sous le terme de *glottophobie*

2. En France par exemple, dans les universités populaires (comme à Aix-en-Provence où l'université populaire propose un *Atelier de Fabrique de Démocratie*, atelier interactif sur les sphères de la démocratie au quotidien) ou dans des collectifs « citoyens » (comme *Réelle Démocratie Maintenant*, né du mouvement espagnol *Democracia Real Ya* (<http://reelledemocratie.fr>) ou *Collectif Malgré Tout* (<http://malgretout.collectifs.net>)).

(Blanchet, 2010³), est une xéno-phobie ou, plus largement, une altéro-phobie parmi d'autres, qu'on trouve sous des formes déguisées, y compris dans des discours apparemment bienveillants et, à ce titre, c'est un objet éminemment idéologique.

Quelques phénomènes glottophobiques de « *mise en minorité*⁴ » sont explorés dans ce volume. Les auteur(e)s investissent, plus ou moins explicitement, un questionnement qui traverse nos sociétés en observant les rapports des individus ou des groupes vis-à-vis des normes, représentations ou catégorisations sociales dominantes. Plusieurs modalités d'étude étaient possibles, à partir de ces prémisses : observer le rôle des discours dans des contextes sociaux particuliers, réfléchir de façon théorique sur les concepts propres à approcher les phénomènes ci-dessus, décrire des manifestations visibles d'exclusion et donc faire une analyse fine des pratiques sociales qui les produisent, tenter une mise au jour des critères qui permettent de faire de ces processus des phénomènes reconnaissables, éventuellement prévisibles et dont on pourrait donc prévenir la (re)production. Le regard pouvait ainsi se placer du côté des discriminants, du côté des discriminés ou dans un aller-retour entre les deux, pour lister les paramètres contextuels et sociopolitiques à l'œuvre dans les processus visés. Sans balayer exhaustivement le champ ainsi dessiné, les textes qui suivent, selon que les normes dominantes sont

-
3. « Post-face en forme de coup de gueule : pour une didactique de l'hétérogénéité linguistique – contre l'idéologie de l'enseignement normatif et ses discriminations glottophobes, dans V. Feussi, M. Eyquem-Lebon, A. Moussirou-Mouyama et Ph. Blanchet (dir.), 2010, *Hétérogénéité sociolinguistique et didactique du français. Contextes francophones plurilingues*, *Cahiers de Linguistique*, n° 35/2, p. 165-183.
 4. Pour notre part, nous n'entrerons pas dans le débat minoration / minorisation / minoritarisation, dont nous notons simplement que le suffixe -tion dit qu'il s'agit d'un processus, qui demande vigilance pour être sans cesse débusqué. Philippe Blanchet préfère le concept de *minoritarisation* qui lui permet d'englober les aspects qualitatifs de type sociolinguistique (minoration, marginalisation, satellisation, dévalorisation, subordination, domination...) et quantitatifs de type démolinguistique (minorisation par englobement d'un groupe de locuteurs dans un territoire et/ou une population plus vastes, au sein desquels ces locuteurs deviennent une minorité quantitative), ainsi que d'insister sur son aspect discriminatoire (Blanchet, 2005, « Minorations, minorisations, minorités : essai de théorisation d'un processus complexe » dans D. Huck et Ph. Blanchet (dir.), *Minorations, minorisations, minorités. Études exploratoires*, *Cahiers de Sociolinguistique*, n° 10, Rennes, PUR, 2005, p. 17-47).

contestées ou, au contraire, « admises », observent divers processus et nous les donnent à voir :

- d’assimilation chez les turcophones grecs étudiés par **Maria Zerva** et, dans une certaine mesure selon l’enquête de **Daniela Dörner**, chez les francophones de Lorraine ;
- de soumission stratégique associée à une création libératrice chez les lycéens éthiopiens dont les pratiques plurilingues ont été étudiées par **Véronique Miguel Addisu** ;
- de recreation chez les jeunes d’un quartier populaire de Rouen auxquels s’est intéressée **Iryna Lehka-Lemarchand** ;
- d’émancipation de catégorisations sociales et linguistiques dans les familles homoparentales que **Luca Greco** a rencontrées ;
- de contestation/reconfiguration des représentations linguistiques dominantes définitoires de l’identité nationale chez des blogueurs étudiés par **Céline Jeannot**, **Sandra Tomc** et **Marine Totozani**.

Face aux processus de domination, on observe diverses réactions (réponses ?) selon que les individus en sont conscients et les mettent à distance (les individus tendent alors à s’en affranchir) ou selon qu’ils y adhèrent (la domination n’est plus perçue comme telle, elle est devenue une *hégémonie*, ce qui explique que les individus s’y soumettent) comme cela semble être le cas dans les deux communautés grecques turcophones étudiées par **Maria Zerva**.

On voit par ailleurs comment une société qui se définit comme démocratique peut engendrer ses propres contradictions ou paradoxes. C’est ce que soulève par exemple **Luc Biichlé** en analysant les paradoxes d’une société (la France) qui, en raison notamment de ses représentations linguistiques fortement normatives, génère de l’insécurité linguistique et réduit les possibilités d’intégration. Il donne ainsi à voir quelques écueils possibles dans les processus d’émancipation et de renversement des rapports de domination.

Pascal Ottavi synthétise, tout en les questionnant, les concepts de *diglossie* et de *glottopolitique*. Il conclut son article, et ce sera également la conclusion de notre introduction, sur le nécessaire engagement de chacun(e) pour que se réalisent des sociétés ouvertes à la pluralité linguistique. Cette *veille critique permanente* à laquelle il nous engage apparaît cruciale à l’émergence de sociétés réellement plurielles. Et c’est là une contribution essentielle que peut sans doute apporter la sociolinguistique.

On a compris que nous avons rassemblé de (souvent) jeunes chercheurs courageux, parfois en début de recherches, sur des terrains sociaux et politiques qu'ils sont réellement en train de défricher : des couples homoparentaux pas toujours acceptés, des communautés minoritaires dans des pays peu enclins à en reconnaître les spécificités linguistiques, etc. Merci à Louis-Jean Calvet qui a accepté d'apporter sa caution et son regard critique à cette jeune sociolinguistique attentive aux marginalisations, dont les marges nous apprennent peut-être davantage que ce qu'elles encadrent (« C'est la marge qui tient la page » disait Godard, « La marge, c'est le côtoiement des frontières » dit autrement Blanchet) et même si, ce faisant, elle ne propose pas des objets radicalement différents de ceux de ses aînés – tant mieux peut-être du point de vue de l'implication sociale de nos recherches. Il nous permet de revenir avec profit, dans son texte final, sur la notion de « situation », dont on aurait tort de croire qu'elle est consensuelle ou innocente ou qu'on pourrait la décrire « objectivement ». Merci aux auteur-e-s qui ont accepté d'alimenter une réflexion encore multiforme ; nous leur laissons la responsabilité de leurs analyses mais leurs textes nous confortent dans l'idée que les processus de mise à la marge sont sans doute aussi des phénomènes de vitalité linguistique. Car outre son rôle de repérage et de description, ce numéro montre que les phénomènes décrits peuvent être des critères pour rendre visibles les flux linguistiques et sociaux : ils ont donc un rôle fort à jouer dans une sociolinguistique de l'intervention. Nous voulons y voir la promesse de recherches futures impliquées, qui font la part belle aux engagements personnels et aux études de cas, mettant sans honte le chercheur au centre de son processus de recherche, acteur social qui, ne serait-ce que par son regard et son discours, participe à la lente évolution des langues et des pratiques linguistiques du monde.